

# L'eau,

# bien commun de l'humanité. L'eau n'a pas de prix !



1 milliard de personnes n'ont pas d'accès à l'eau potable.

2.4 milliards ne disposent pas d'une eau saine.

15 000 personnes dont 6 000 enfants meurent chaque jour de maladies liées au manque d'eau potable (Sources : UNESCO)

## **SOUTIEN AU FORUM ALTERNATIF MONDIAL DE L'EAU - DU 9 AU 17 MARS 2012 À MARSEILLE - UN FORUM CITOYEN - [www.fame2012.org/fr](http://www.fame2012.org/fr)**

Le Forum Alternatif mondial de l'Eau (FAME) a pour ambition de construire une alternative au 6<sup>e</sup> Forum Mondial de l'Eau (FME). C'est un espace ouvert de rencontres visant à approfondir la réflexion, le débat démocratique d'idées et la formulation de propositions en vue d'actions efficaces. Le FAME ouvre ses portes aux mouvements de la société civile qui s'opposent à l'exploitation des ressources en eau et militent pour un accès à tous de l'eau et pour la reconnaissance de l'eau comme bien commun.

Tandis que le Forum mondial de l'eau, qui se tient au Parc Chanot, n'est pas ouvert au public (à l'exception du dernier jour) et nécessite un droit d'entrée de 250 € la journée, le FAME ouvre ses portes au public, gratuitement et librement, au Dock des Suds (village associatif), dans plusieurs théâtres et lieux culturels de la ville de Marseille.

## **2 FORUMS, 2 BUDGETS**

Budget du Forum mondial de l'eau : près de 30 millions d'€, dont plus de la moitié provenant de subventions publiques : 5M € de la Ville de Marseille, plus de 2M € par la Communauté urbaine de Marseille, plus d'1M € du Conseil général et du Conseil régional...

Budget du Forum alternatif mondial de l'eau : moins d'1M€, dont près de 400.000 € du Conseil régional, son principal soutien.

Organisé par la Banque mondiale et les grandes entreprises de l'eau, le Forum Mondial de l'eau doit-il être financé à cette hauteur par de l'argent public ? Les conseillers régionaux Europe Ecologie / Les Verts ont demandé et obtenu que le Conseil régional PACA s'engage auprès des ONG et des associations, qu'elle soutienne le Forum alternatif mondial de l'eau de Marseille et toutes les initiatives favorisant une gestion publique et solidaire de l'eau. Les élus régionaux écologistes ont été les seuls à voter contre le financement du Forum mondial de l'eau.

## **POUR LE RETOUR EN REGIE PUBLIQUE DE L'EAU**

*Les 3 géants mondiaux de l'eau, Veolia Environnement, Suez-Lyonnaise des Eaux et Saur, fournissent de l'eau à 8 habitants sur 10 en France.*

*Les prix sont supérieurs de 20% ou plus dans les communes qui leur ont délégué leur service d'eau et d'assainissement*

Les écologistes veulent rompre avec ce modèle typiquement français de marchandisation de l'eau, qui entraîne : prix de l'eau plus élevé qu'en régie publique, opacité, mauvaise qualité de l'eau, aucun intérêt financier à réduire la consommation d'eau des habitants, abus de position dominante ...

Paris et plusieurs autres villes françaises ont déjà franchi le pas, ne renouvellent pas leurs contrats avec ces entreprises et font le pari de revenir à une gestion publique et démocratique de l'eau. (suite au verso)

## **Une collusion public-privé**

Le Forum mondial de l'eau est organisé, tous les 3 ans, par le Conseil mondial de l'eau. Après Istanbul en 2009, Marseille a été choisie cette année.

Or le président du Conseil mondial de l'eau est Loïc FAUCHON, président de la Société des Eaux de Marseille (SEM), détenue à 100% par Veolia Environnement. Le Conseil accueille par ailleurs de nombreuses autres entreprises privées en son sein : Suez, Evian-Volvic, Areva, Société des eaux d'Arles, Société du canal de Provence... Le Conseil mondial de l'eau permet donc d'exporter le modèle français, qui s'appuie sur la gestion privée de l'eau.

Les structures d'assainissement sont de plus financées en fonction de la quantité d'eau consommée, ce qui n'incite pas les entreprises à économiser la ressource en eau.

**Les écologistes souhaitent une organisation mondiale de l'eau, sous la tutelle de l'ONU et de ses gouvernements membres, indépendants des lobbies de l'eau et qui rendent des comptes à la communauté internationale.**

### **LES ITALIENS MOBILISÉS CONTRE LA PRIVATISATION DE L'EAU !**

Les 12 et 13 juin 2011, les italiens, lors d'un référendum national, se sont prononcés à 95% des votants pour la gestion publique de l'eau. La participation ayant dépassé les 50%, le référendum fait figure de loi !



Provence-Alpes-Côte d'Azur

(Suite recto ... **POUR LE RETOUR EN REGIE PUBLIQUE DE L'EAU**)

A Marseille, la Délégation de Service Public confie l'eau et l'assainissement au privé depuis... plus de cinquante ans. Cette délégation arrive à terme en 2013 (pour l'assainissement et pour l'alimentation en eau).

Le 8 juillet 2011, la Communauté Urbaine de Marseille a délibéré sur le mode de gestion de l'eau à Marseille et sur son territoire communautaire. Occasion idéale pour que la collectivité publique retrouve la maîtrise des investissements, des tarifs et du prix de l'eau. La co-gouvernance UMP-PS-Maires de petites communes a abouti... à ne pas bousculer les systèmes en place, dans une connivence générale qui a créé un vrai malaise.

Seuls les élus écologistes, du Modem et du PCF se sont prononcés contre la délibération qui confirme le principe d'une Délégation de Services Publics au privé pour une durée de 10 à 15 ans. Le choix d'un retour en régie publique n'a jamais été sérieusement étudié.

## **POUR UN MINIMUM VITAL GRATUIT DE 40 LITRES PAR JOUR ET PAR HABITANT**

L'eau est un droit fondamental. Les écologistes se battent pour un tarif de l'eau progressif, en fonction de la consommation. Les 40 premiers litres d'eau par habitant (moyenne quotidienne indispensable à la vie) doivent être gratuits. Les litres suivants doivent ensuite être payants et de plus en plus chers à chaque litre supplémentaire consommé, de façon à réduire la consommation d'eau.

## **REDUIRE LA DEPENDANCE DES PAYS DU SUD**

Partout dans le monde, les géants français de l'eau frappent à la porte et signent de nouveaux contrats, notamment dans les Pays du Sud, alors même qu'en France, la défiance grandit.

Pour lutter contre ce néo-colonialisme, nous devons aider les pays pauvres à gérer eux-mêmes leur eau. Nous demandons que les collectivités consacrent une part plus importante de leur budget à la coopération « eau », afin de soutenir la construction de services publics locaux de l'eau et soutenir l'économie locale.

**A titre d'exemple, la ville de Mouans-Sartoux (Alpes-Maritimes), pionnière en coopération « eau », consacre 1% du budget de son service public de l'eau aux initiatives en faveur d'une gestion autonome de l'assainissement et de la distribution d'eau dans plusieurs pays du Sud. Ce soutien équivaut à aider une population équivalente à Mouans-Sartoux (10 000 habitants).**

## **EAU ET CONSEIL RÉGIONAL : QUELLES MISSIONS ?**

*Notre élue Europe Ecologie en charge de la politique Eau/Environnement à la Région depuis 2004 : Annick DELHAYE, vice-présidente Développement soutenable, Environnement, Energie, Climat :*

« Répondre aux nouveaux problèmes liés à l'eau est une urgence : pollution, épuisement des nappes phréatiques, gaspillage de l'eau (fuites, piscines, etc.) et effets du changement climatique. »

Sous l'impulsion d'Annick Delhaye, la Région a élaboré une politique de gestion solidaire et durable de l'eau en Provence-Alpes-Côte d'Azur : le **SOURSE** (Schéma d'Orientations pour une Utilisation Raisonnée et Solidaire de la ressource en Eau) pour atteindre les objectifs fixés par la Directive européenne Cadre sur l'eau. Cette directive vise notamment à avoir à terme une eau de bonne qualité, à réduire la pollution des eaux, protéger l'environnement, améliorer l'état des écosystèmes aquatiques (zones humides)...

### **Les conseillers régionaux écologistes se battent**

● **POUR UN ACCÈS À L'EAU POTABLE POUR TOUS**

● **POUR QUE L'EAU SOIT RECONNUE COMME UN DROIT UNIVERSEL**

● **POUR UNE ÉCONOMIE DE LA RESSOURCE EN EAU**

Sensibilisation des habitants à la sobriété de la consommation ; utilisation des eaux pluviales et des eaux usées ; meilleur rendement des techniques d'irrigation en agriculture ; reconversion agricole pour utiliser moins d'eau et de pesticides...

● **POUR LA QUALITÉ DE L'EAU ET UNE TRANSPARENCE DE SA GESTION**

● **POUR UNE GESTION TARIFAIRE SOCIALEMENT JUSTE**

Pour permettre l'accès à l'eau à tous et lutter contre le gaspillage, la tarification de l'eau doit être évolutive en fonction de sa consommation : gratuité des premiers litres de consommation, puis forte majoration à partir d'un certain seuil.

● **POUR LE RETOUR À LA RÉGIE PUBLIQUE DE L'EAU**

Un Etablissement public régional de l'eau a été créé par le Conseil régional, pour aider les communes au retour en régie publique.

● **POUR UNE RÉDUCTION DE LA DÉPENDANCE DU SUD ENVERS LE NORD**

Les pays du Sud ne doivent plus être soumis aux multinationales de l'eau, souvent françaises, qui ont privatisé le système dans de nombreux pays.

**Joëlle FAGUER, conseillère régionale Europe Ecologie, déléguée à la Solidarité internationale**, agira pour réduire la dépendance du Sud envers le Nord et encourager la construction de compétences locales.

<http://paca.elus-ecologistes.fr>

**Groupe Europe Ecologie / Les Verts / Partit occitan**

Conseil régional PACA  
Hôtel de Région, 27 place Jules Guesde  
13481 Marseille Cedex 20

Tél : 04 91 57 50 72 Fax : 04 91 57 50 89

Secrétariat : Annick Chaussy-Lejeune  
alejeune\_chaussy@regionpaca.fr

Coordnatrice : Flora BOULAY  
04 91 57 52 09 fboulay@regionpaca.fr

Chargé de mission : Thomas DJIAN  
04 88 73 62 83 tdjian@regionpaca.fr

Communication : Emma CHAMARD  
04 88 73 67 48 echamard@regionpaca.fr

Ecrire aux élu-e-s :  
initiale.prenom+nom@regionpaca.fr